



Jean Capiévic (Jonathan Capkiewicz), 1923-2002

Fils d'immigrés polonais, juifs communistes, il est responsable pendant la "drôle de guerre" d'un groupe des JC illégaux puis "responsable technique" des JC du XI^e arrondissement. Sous l'Occupation, "Jean Moustache" est chargé de l'organisation des JC de l'arrondissement puis de tout le secteur Est de Paris, et participe sous le commandement de Pierre Georges, le futur colonel Fabien, à la constitution des premiers groupes armés de l'OS-JC ("Bataillons de la jeunesse"). Sa future femme, Madeleine Pefferkorn-"Mado" est affectée principalement aux renseignements. Ayant échappé aux chutes du "groupe Brustlein" il rejoint les JC juives de la M.O.I. et après la grande chute de mars 1943, à laquelle il échappe de justesse, il sera co-responsable des JC juives pour la région parisienne aux côtés de Robert Endewelt-"Gaby", puis responsable national des jeunes de la M.O.I. de la zone Nord. Il participe aux combats de la

Libération de Paris, puis combat dans l'armée française jusqu'à la fin de la guerre. Après la guerre, il est un temps administrateur dans la presse du PC. Installé à Vaux-en-Velin dans le Rhône, il sera élu maire de cette ville en 1977 ainsi que conseiller général d'un canton. Il contribuera à édifier à Vaulx-en-Velin un Monument en hommage aux FTP-MOI. Jean Capiévic est décédé le 30 décembre 2002.

EDITORIAL

10 ANS DEJA !

Il y a 10 ans, le 15 février 2005, l'Association Mémoire des Résistants Juifs de la MOI était déclarée à la Préfecture par l'UJRE, l'AACCE, et d'anciens Résistants de l'UJJ zone Sud.

Dans le préambule de nos statuts, nous écrivions : "...le devoir de mémoire ne s'impose pas qu'en considération des morts, c'est un devoir des vivants à l'égard des vivants. Il importe au plus haut point de combattre l'obscurantisme, facteur d'intolérance..."

Notre travail de mémoire et de transmission des faits historiques aux jeunes générations se poursuit. Instruites sur la falsification de l'Histoire, sur les processus de discrimination, de persécution, d'extermination, elles seront mieux à même de lutter contre la haine, le racisme, l'antisémitisme, et d'accorder tout leur prix à la tolérance,

la fraternité, la solidarité et la paix. C'est ainsi par notre fidélité aux valeurs et à l'héritage de la Résistance que nous exerçons notre devoir de transmission.

Depuis 10 ans, nous nous efforçons :

- De mettre en lumière le rôle essentiel de la section juive de la MOI dans la Résistance française. Nos actions, nos projets sont autant d'engagements en ce sens : recueil de témoignages de ceux qui ont participé à la Résistance, d'archives pour l'élaboration de notre documentaire et la réalisation de notre musée virtuel, participation à toutes les commémorations des diverses associations de résistants.

- De faire savoir ce que représentait pour ces femmes et ces hommes leur double identité juive et communiste.
- De montrer comment par leur engagement ces immigrés ont illustré l'idée qu'ils se faisaient de la France, terre

d'accueil, non repliée sur elle-même mais ouverte, fidèle à l'universalisme des Droits de l'Homme. C'était il y a plus de 70 ans et pourtant leur exemple est plus que jamais essentiel.

Soyons fidèles à ceux qui ont lutté tout au long de l'histoire pour assurer à l'Humanité toute entière liberté égalité fraternité.

Les drames actuels que vivent des millions de réfugiés nous concernent, nous descendants de ceux qui fuyant la misère, l'antisémitisme, la montée des fascismes en Europe, le nazisme, se sont si souvent heurtés à l'indifférence et même l'hostilité.

La France d'aujourd'hui doit rester fidèle à son modèle de terre d'accueil et nous espérons par notre action mémorielle et militante pouvoir y contribuer.

Le Bureau de MRJ-MOI

UNE PARUTION IMPORTANTE

"Paula, survivre obstinément" par Paulette Sarcey et Karen Taïeb (Ed. Tallandier 2015)

C'est une vie riche et forte que celle de Paulette Sarcey, juive, communiste, résistante à 16 ans, déportée à Auschwitz.

Elle nous la raconte, accompagnée par Karen Taïeb dans un récit dont le titre la définit entièrement.

Ce témoignage a été présenté le 5 novembre au "14". Nous vous en parlerons dans la prochaine Lettre.

Migrants d'hier et d'aujourd'hui

Premières réflexions sur un sujet d'actualité sur lequel nous reviendrons prochainement

Migrants ou réfugiés ?

C'est la crise des réfugiés "la plus terrible depuis la Seconde Guerre mondiale" (Amnesty International). En cause, la guerre civile syrienne, les migrations à travers la Méditerranée et les déplacements de population en Asie du Sud-est. MRJ-MOI ne pouvait rester indifférent. Certains de ses membres sont les descendants de ceux qui ont fui l'antisémitisme et parfois la répression politique et se sont heurtés à des frontières fermées.

Les migrants ou réfugiés d'aujourd'hui sont-ils les Juifs d'hier ?

Accueillons les réfugiés, écrit Nina Kehayan*, *Ils fuient les guerres, la violence, les pillages, les viols, la confiscation de leur vie par des régimes sans droit, par des hordes barbares, par des fanatiques*

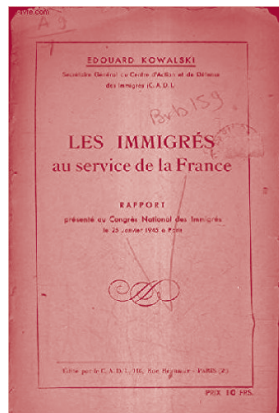


aveugles, ils fuient la misère qui condamne leurs enfants à la faim, à la maladie, à la prostitution, à la drogue, à la soumission. Ils fuient, comme nos parents, nos grands-parents ou nos arrière-grands-parents ont fui le génocide des Arméniens, les pogroms en Russie, la montée des fascismes en Europe, la misère en Afrique, les guerres en Asie.

Nina Kehayan fait ainsi référence à notre mémoire traumatique. Pour les historiens, il y a débat. Marc Knobel du CRIF estime que ce n'est pas d'une *bonne historicité de comparer des choses qui ne sont pas comparables, même si des choses se ressemblent*. Pour Sylvie Anne Goldberg, de l'EHESS, si les situations historiques ne sont pas comparables,

les situations le sont. Directeur de recherche au CNRS, Denis Peschanski estime que la comparaison des situations n'est pas illégitime, à condition de ne pas s'en servir pour tout confondre, tout mélanger et valider une émotion quasi automatique. Pour Benjamin Stora, historien et président du Musée de l'histoire de l'immigration, ce qui est urgent c'est de faire comprendre au monde l'ampleur de ce désastre. Le travail historique est toujours un travail comparatif, mais ce qui diffère ici c'est la nature des Etats. L'un, l'Etat nazi, était totalitaire. Les autres sont des Etats effondrés sous le poids des révolutions arabes manquées.

Face à l'ampleur de ce mouvement migratoire, en France et dans d'autres pays européens on évoque le niveau de chômage pour refuser l'accueil des étrangers. C'est un argument bien connu



et invoqué à chaque mouvement migratoire. Rappelons que, après la crise de février 1934, les associations de gauche impliquées aux côtés des étrangers unissent leurs efforts pour créer le Centre de liaison pour le statut des immigrés.

Objectif, lutter contre la xénophobie ambiante et l'intensification des expulsions.

Les émigrés au service de la France

A la Libération, le texte est repris par les associations fédérées au sein du CADI* (Comité d'action et de défense des immigrés) qui a à sa tête en 1945, Edouard Kowalski, ancien responsable de la sous-section juive de la MOI. Finalement le texte n'aboutira pas le Gouvernement provisoire ayant procédé par ordonnance. Le CADI estimant injuste la reconduction de l'ancienne législation, au regard du "lourd tribut" payé par les étrangers dans la Résistance, entame une bataille pour une nouvelle loi. Mais en 1947, le gouvernement dissout le CADI, dont l'activité est de nature à menacer la *sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat*.

* Nina Grojnowski-Kehayan, Signez cette pétition <https://www.change.org/p/au-gouvernement-français-appel-de-calais>

Extrait d'une interview de Marie Bassi, enseignante à Paris III

MRJ-MOI

Que vous inspire la médiatisation de la photo du jeune enfant échoué sur une plage turque ?

Marie Bassi

Je suis un peu choquée du fait que cette photo provoque des réactions aussi fortes alors même que cela fait plus de vingt ans que des enfants meurent en essayant de franchir la Méditerranée et les frontières européennes. C'est loin d'être le premier, c'est sans doute loin le dernier. C'est terrible à dire, on a un peu

l'impression que c'est plus choquant parce que c'est un petit enfant de peau blanche. L'immigration nouvelle des Syriens qui ressemblent physiquement aux européens, semblerait susciter plus d'empathie que lorsque c'était des barques chargées de personnes à la peau noire.

Cette onde de choc est cependant assez positive et même si elle éphémère, il y a eu des réactions encourageantes de la société civile, pour qui ça a signifié quelque chose de voir ce petit enfant échoué sur une la plage.

MRJ-MOI

Que pensez-vous de la mise en place des quotas en Europe ?

Marie Bassi

Les quotas en soi partent d'une bonne idée, répartir le phénomène migratoire sur l'ensemble des pays européens. Mais ce n'est pas une solution pérenne. Les quotas n'étant prévus que pour les 160 000 personnes qui sont déjà en Europe, Italie et Grèce notamment, ceux qui essaient de venir, Syriens ou Erythréens, seront laissés aux frontières.

Or, au vu de la situation géopolitique, des tensions et des guerres, d'autres demandeurs d'asile potentiels essaieront de rejoindre l'Europe. Que va-t-il se passer alors ?

Il faut résoudre les problèmes à la source, notamment les conflits au Moyen-Orient. Tant que ces guerres seront d'actualité, il faut instaurer des visas humanitaires délivrés dans les pays de départ, pour éviter le recours aux voies dangereuses et illégales d'immigration. Syriens et Erythréens doivent avoir la possibilité d'obtenir des visas, au cours de leur parcours migratoire, avant d'arriver en Europe. C'est ce qu'on appelle l'ouverture de "couloirs humanitaires", des visas humanitaires donnés par les pays européens, délivrés avant que les migrants n'essaient de traverser la Méditerranée. Cela nécessite plus de soutien financier aux ONG, aux organisations internationales comme le HCR (Haut Comité des Nations Unies pour les Réfugiés) qui travailleraient sur place. Cela suppose une gouvernance et une prise en charge globales.

MRJ-MOI

Quelle distinction faites-vous entre migrants économiques et réfugiés politiques ?

Marie Bassi

C'est une tendance qui existe depuis les années 80-90 après la crise pétrolière de 1974 et la fermeture du travail aux étrangers. Cette politique s'est traduite en Europe par Schengen en 1985, mise en œuvre en 1995 avec l'abolition des frontières intérieures et la création d'un vaste espace de circulation. Comme il faut contrôler plus les frontières extérieures, un des dispositifs mis en place est la catégorisation des migrants. D'un côté, il y a les demandeurs d'asile, de l'autre, les migrants économiques, avec une suspicion à l'égard de ces derniers accusés d'être de "faux" réfugiés.

Aujourd'hui, on accepte l'idée d'accueillir les réfugiés politiques mais d'expulser migrants économiques. Certes la personne qui fuit la Syrie, ce n'est pas pour les mêmes raisons que celle qui fuit la situation économique au Mali. Pourtant, les économistes s'accordent à reconnaître que l'Europe, même avec la crise, est un continent vieillissant et qu'on a besoin d'une main-d'œuvre étrangère.

Mais les canaux légaux d'ouverture sont minimes, c'est très compliqué d'obtenir un visa de travail pour entrer en Europe. Si on ouvrait ces canaux légaux, la migration économique ne prendrait plus les voies irrégulières,

cela créerait un effet bénéfique pour le pays de départ et le pays d'arrivée.

Le deuxième risque, de cette catégorisation, c'est la réduction du droit d'asile avec le tri des migrants dans les "Hot spot", des centres de tri ou d'enregistrement que l'Union Européenne a décidé d'établir aux frontières de l'Europe. Ces Hot spot sont assortis d'une liste de "pays sûrs", dont les originaires ne peuvent prétendre au statut de réfugié politique. L'établissement de ces listes est arbitraire et discrétionnaire. Ainsi, l'Allemagne a décidé que l'Albanie, le Kosovo sont des pays sûrs, la France a placé dans cette liste le Mali. Ainsi, une femme qui fuit le Mali où l'on pratique le plus l'excision ne peut pas bénéficier du statut de réfugiée politique !

De manière générale, il est dangereux de créer des catégories irréversibles car dans la tête des gens maintenant, il y a les bons réfugiés, ceux qui fuient Daesh, et les mauvais migrants économiques, ceux qui viennent uniquement pour bénéficier potentiellement d'aides sociales.

Il y a une réelle carence d'éducation en matière d'émigration, pour faire comprendre, aux populations européennes, l'intérêt que peut représenter cette émigration pour notre vieux continent.

Quelques chiffres révélateurs sur l'immigration

En France : "Les immigrés sont une très bonne affaire pour l'économie française, ils reçoivent de l'Etat 47,9 milliards d'euros, mais ils reversent 60,3 milliards. Autant dire un solde positif de 12,4 milliards d'euros pour les finances publiques" (étude d'une équipe de recherche de Lille pour le compte du ministère des Affaires sociales 2010). Les 47,9 milliards d'euros que coûte l'immigration au budget de l'Etat (2009) sont ventilés comme suit : retraites 16,3 milliards d'euros, aides au logement 2,5 milliards, RMI 1,7 milliard, allocations chômage 5 milliards, allocations

familiales 6,7 milliards, prestations de santé 11,5 milliards, éducation environ 4,2 milliards.

De leur côté, les immigrés reversent au budget de l'Etat, par leur travail, des sommes beaucoup plus importantes : impôt sur le revenu 3,4 milliards d'euros, impôt sur le patrimoine 3,3 milliards, impôts et taxes à la consommation 18,4 milliards, impôts locaux et autres 2,6 milliards, contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et contribution sociale généralisée (CSG) 6,2 milliards, cotisations sociales environ 26,4 milliards d'euros.

"La contribution des immigrés à l'économie est supérieure à ce qu'ils reçoivent en termes de prestations sociales ou de dépenses publiques", assure Jean-Christophe Dumont, chef de la division chargée des migrations internationales à l'Organisation de coopération et de développement économiques OCDE). Italie : entre 2000 et 2010, s'il n'y avait pas eu d'étrangers, il y aurait eu 62% de créations d'entreprises en moins (Chambre de commerce de Milan, étude de 2011).

Glossaire

Immigrant, migrant : les deux termes désignent une personne en déplacement entre son pays d'origine et le pays d'accueil.

Immigré, émigré : un immigré est celui qui s'installe dans un autre pays que celui dont il est originaire. Un émigré, c'est celui qui quitte son pays d'origine pour aller vivre ailleurs.

Demandeur d'asile : c'est un migrant qui demande à un pays de le protéger en lui permettant de s'y installer. En général,

cette personne est en danger dans son propre pays et pour cette raison, ne peut pas y rester ni y retourner.

Réfugié : littéralement, c'est celui qui a trouvé un refuge, pour se mettre à l'abri d'un danger. On appelle "réfugié" la personne qui a obtenu une réponse positive à une demande d'asile.

TRIBUNES

Lettre adressée à la revue Marianne par Max Weinstein, président d'honneur de MRJ-MOI (Mémoire des Résistants juifs de la MOI) et ancien résistant de l'UJJ (Union de la Jeunesse Juive) dans ce qui était la zone sud pendant la seconde guerre mondiale.

J'ai été flatté de découvrir ma photo (d'Armél Buziarsist), dans votre numéro spécial " Résistance" même si la légende ne correspond pas à l'exacte vérité. (Peut-on savoir qui l'a rédigée ?) Je regrette cependant que vous n'avez pas éprouvé le besoin de rencontrer, avant la parution de votre hors série de mai 2015, les responsables de MRJ-

Cérémonie au Panthéon

On ne peut que se réjouir du transfert au Panthéon de la République d'éminents résistants, des femmes en particulier, pour marquer le soixante-dixième anniversaire de la Libération de la patrie. Cela honore l'ensemble des résistantes et résistants qui ont lutté et se sont sacrifiés pour chasser l'envahisseur hitlérien. Il est cependant regrettable qu'au nombre des personnes honorées, ne figure aucune des figures emblématiques du mouve-

ment communiste qui fut, on le sait bien, par le nombre de ses militantes et militants qui s'engagèrent dans la lutte contre les envahisseurs et leurs alliés en France même le plus important mouvement de résistance en France.

Comment est-il possible qu'un président de la République socialiste ait pu ainsi, en honorant des résistantes et résistants valeureux, occulter par l'absence des résistantes et résistants communistes une cérémonie prestigieuse. Oubliée

MOI. Il n'est donc pas étonnant que la Résistance Juive communiste soit si peu mise en lumière, hormis au détour d'un témoignage personnel. Par ailleurs, je remarque qu'il est essentiellement fait état de la Résistance à Paris en ignorant la réalité de la Résistance juive communiste dans toutes les villes de la zone sud de l'époque. Certes, je ne sous-estime pas l'apport des autres organisations, sionistes ou pas, mais au travers de plusieurs organisations liées au PCF (Front National, FTP-MOI, Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide (UJRE), Union de la Jeunesse Juive (UJJ), Union des Femmes Juives (UFJ), Mouvement National contre le Racisme (MNCR), la résistance juive en France a été majoritairement d'obédience

ment communiste qui fut, on le sait bien, par le nombre de ses militantes et militants qui s'engagèrent dans la lutte contre les envahisseurs et leurs alliés en France même le plus important mouvement de résistance en France.

Comment est-il possible qu'un président de la République socialiste ait pu ainsi, en honorant des résistantes et résistants valeureux, occulter par l'absence des résistantes et résistants communistes une cérémonie prestigieuse. Oubliée

communiste. Sans même parler de tous ceux qui d'origine juive, militaient et combattaient dans les rangs du PCF, des FTPF, sans se réclamer de leur origine. Le numéro hors-série de Marianne ne rend pas compte de cette réalité et je le déplore.

Aussi, je vous serais reconnaissant, ne serait-ce que pour informer vos lecteurs, de présenter ce que fut, en réalité, la participation des Juifs communistes aux luttes pour la Libération de la France pendant la seconde guerre mondiale, sans omettre de citer les organisations auxquelles ils appartenaient.

Je suis prêt pour cela à vous rencontrer si vous le jugez utile ou à recevoir la personne que vous voudrez bien m'adresser.

Marie-Claude Vaillant-Couturier qui témoigna au nom de la France au procès de Nuremberg, oubliée Danielle Casanova, héroïne emblématique, oubliés des résistants aux noms prestigieux comme Pierre Villon dont chacun se souvient. A dire vrai, j'ai honte du comportement de celui qui devrait être, à mon sens, le gardien de l'équité et de l'égalité de tous les citoyens de notre pays.

Max Weinstein, ancien résistant

NOS ACTIVITES

MRJ-MOI y était

Le 27 mai lors de la deuxième journée de la Résistance Nationale à la mairie du 14^e arr. à Paris

Le 20 juin, avec Yiddish sans Frontières, au Carreau du Temple pour la fête des Associations

Les 12 et 13 septembre à la fête de l'Humanité, au Village du Livre

A vos agendas

Samedi 21 novembre 2015, de 15h à 19h00 à la mairie du X^e arr. 70^e anniversaire de la création de la CCE

Vendredi 11 décembre 2015 à l'auditorium de la ville de Paris de 9h30 à 17h30. Colloque *La reconstruction de la France*. S'inscrire avant le 4 décembre : georgesduffau@orange.fr ou au 01 42 70 01 17

Samedi 12 décembre 2015 à 10 h à la mairie du 3^e arr. de Paris à l'initiative du Comité d'organisation des familles de

fusillés et massacres, hommage aux Fusillés du 15 décembre 1941

Dimanche 13 décembre 2015 à 11h au Père Lachaise, dépôt de gerbes à l'initiative de MRJ-MOI et de l'UJRE en hommage aux victimes des fusillades du 15 décembre 1941.

Rendez-vous à 10h30 entrée du cimetière rue des Rondeaux (métro Gambetta).

ILS NOUS ONT QUITTES

Mrj-Moi adresse à leurs familles et amis ses condoléances

Félice Weinstein née Matuszewicz

Engagée très tôt dans des organisations de jeunesse juive puis dans la MOI, elle a participé à la résistance dans la région de Lyon aux côtés de son futur mari, Georges Weinstein.

Irma Schwager

Disparue le 22 juin, cette antifasciste autrichienne, échappée du camp de Gurs, fit partie du Travail Allemand. En 2005, elle avait été proposée pour le Prix Nobel de la Paix.

Merci à tous ceux qui ont songé ou songent à (ré)adhérer à l'Association ou se (ré)abonner à La Lettre. Merci pour vos dons plus que jamais nécessaires et urgents pour mener à bien toutes nos actions.

MRJ-MOI, 14 rue de Paradis 75010 Paris
site : www.mrj-moi.com - mail : mrjmoi@mrj-moi.com